

Rapport financier 2016

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Montréal-Est _____

Code géographique : 66007 _____

Type d'organisme municipal : Municipalité locale _____

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S52

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

Table des matières	S54
Données prévisionnelles	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Colleen McCullough, CPA, CGA, atteste la véracité du rapport financier

de Montréal-Est pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016
(Nom de l'organisme)

et que les données prévisionnelles de l'exercice 2017 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes

au budget de Montréal-Est pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017,
(Nom de l'organisme)

adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2016-12-21.
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2017-04-19

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Montréal-Est

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Montréal-Est, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Montréal-Est au 31 décembre 2016 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Montréal-Est inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 16 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles pour l'exercice 2017, présentés à la section III, sont non audités.

[Original signé par]

Montréal
Le 19 avril 2017

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A111208

DATE 2017-04-19

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget 2016		Réalisations 2016		Réalisations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	34 943 476	35 379 154		35 379 154	35 534 050
Compensations tenant lieu de taxes	2	47 438	84 340		84 340	85 901
Quotes-parts	3					
Transferts	4	45 000	24 840		24 840	124 144
Services rendus	5	5 200	170 942		170 942	56 480
Imposition de droits	6	965 785	1 209 600		1 209 600	316 964
Amendes et pénalités	7	224 400	284 665		284 665	241 965
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	163 033	413 879		413 879	431 526
Autres revenus	10	473 968	562 552		562 552	464 661
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	36 868 300	38 129 972		38 129 972	37 255 691
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15					909 886
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	16					
Autres	17		2 617 331		2 617 331	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	18					
	19		2 617 331		2 617 331	909 886
	20	36 868 300	40 747 303		40 747 303	38 165 577
Charges						
Administration générale	21	19 876 810	19 009 057	392 595	19 401 652	19 617 718
Sécurité publique	22	286 768	242 539		242 539	234 245
Transport	23	6 218 816	5 515 312	1 432 667	6 947 979	7 051 597
Hygiène du milieu	24	2 948 787	2 646 895	537 162	3 184 057	3 672 542
Santé et bien-être	25					
Aménagement, urbanisme et développement	26	509 537	415 026		415 026	434 170
Loisirs et culture	27	2 320 348	2 020 003	412 400	2 432 403	2 447 138
Réseau d'électricité	28					
Frais de financement	29	1 445 605	777 496		777 496	953 667
Effet net des opérations de restructuration	30					
Amortissement des immobilisations	31	2 725 808	2 774 824	(2 774 824)		
	32	36 332 479	33 401 152		33 401 152	34 411 077
Excédent (déficit) de l'exercice	33	535 821	7 346 151		7 346 151	3 754 500

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	535 821	7 346 151	3 754 500
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 2 617 331 ) (	( 909 886)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	535 821	4 728 820	2 844 614
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	2 725 808	2 774 824	2 837 650
Produit de cession	5		553 475	47 333
(Gain) perte sur cession	6		(16 768)	84 074
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	2 725 808	3 311 531	2 969 057
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 147 521 ) (	1 987 478 ) (	1 890 000)
	18	(3 147 521)	(1 987 478)	(1 890 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	1 097 550 ) (	95 384 ) (	235 976)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	1 482 221	20 479	
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(436 259)	(174 362)	(100 592)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(62 520)	(62 520)	197 480
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(114 108)	(311 787)	(139 088)
	26	(535 821)	1 012 266	939 969
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		5 741 086	3 784 583

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		2 617 331	909 886
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	()	(195 989)	(155 414)
Sécurité publique	3	()	()	()
Transport	4	884 650	(4 903 519)	(2 628 368)
Hygiène du milieu	5	130 000	(20 561)	()
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()
Loisirs et culture	8	82 900	(2 570 629)	(836 908)
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	(1 097 550)	(7 690 698)	(3 620 690)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats				
Émission ou acquisition	12	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	13			
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	1 097 550	95 384	235 976
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		545 265	1 563 111
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17		463 855	327 125
	18	1 097 550	1 104 504	2 126 212
	19		(6 586 194)	(1 494 478)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(3 968 863)	(584 592)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016		2015
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	5 990 013	5 647 533	5 568 277
Charges sociales	2	1 583 557	1 468 764	1 388 637
Biens et services	3	6 327 896	5 072 393	5 765 356
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 006 812	396 575	620 818
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	438 793	380 921	332 849
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	18 197 600	17 692 040	17 863 831
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14	2 725 808	2 774 824	2 837 650
Autres				
- Réclamations en dommages	15	62 000	26 045	19 160
- Ajustement créances douteuses	16		(57 943)	14 499
-	17			
	18	36 332 479	33 401 152	34 411 077

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

		Budget 2016	Réalizations	
			2016	2015
Revenus				
Taxes	1	34 943 476	35 379 154	35 534 050
Compensations tenant lieu de taxes	2	47 438	84 340	85 901
Quotes-parts	3			
Transferts	4	45 000	24 840	1 034 030
Services rendus	5	5 200	170 942	56 480
Imposition de droits	6	965 785	1 209 600	316 964
Amendes et pénalités	7	224 400	284 665	241 965
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	163 033	413 879	431 526
Autres revenus	10	473 968	3 179 883	464 661
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	36 868 300	40 747 303	38 165 577
Charges				
Administration générale	14	22 608 190	19 401 652	19 617 718
Sécurité publique	15	235 968	242 539	234 245
Transport	16	7 427 726	6 947 979	7 051 597
Hygiène du milieu	17	1 568 949	3 184 057	3 672 542
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	365 737	415 026	434 170
Loisirs et culture	20	2 680 304	2 432 403	2 447 138
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 445 605	777 496	953 667
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	36 332 479	33 401 152	34 411 077
Excédent (déficit) de l'exercice	25	535 821	7 346 151	3 754 500
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		52 681 935	53 940 333
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	27			(5 012 898)
Solde redressé	28		52 681 935	48 927 435
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		60 028 086	52 681 935

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Budget	Réalizations	
		2016	2016	2015
Excédent (déficit) de l'exercice	1	535 821	7 346 151	3 754 500
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 097 550 ) (	7 690 698 ) (	3 620 690)
Produit de cession	3		553 475	47 333
Amortissement	4	2 725 808	2 774 824	2 837 650
(Gain) perte sur cession	5		(16 768)	84 074
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	1 628 258	(4 379 167)	(651 633)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(32 595)	(46 496)
Variation des autres actifs non financiers	10		(3 315)	(2 420)
	11		(35 910)	(48 916)
	12	2 164 079	2 931 074	3 053 951
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	2 164 079	2 931 074	3 053 951
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		6 604 003	3 550 052
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		6 604 003	3 550 052
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		9 535 077	6 604 003

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	30 727 823	27 214 249
Débiteurs (note 5)	2	4 055 417	5 146 186
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	<u>34 783 240</u>	<u>32 360 435</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 878 257	5 466 133
Revenus reportés (note 12)	12	4 200 187	5 925 625
Dette à long terme (note 13)	13	11 158 619	14 347 774
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	11 100	16 900
	15	<u>25 248 163</u>	<u>25 756 432</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	<u>9 535 077</u>	<u>6 604 003</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	50 083 563	45 704 396
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	403 645	371 050
Autres actifs non financiers (note 17)	20	5 801	2 486
	21	<u>50 493 009</u>	<u>46 077 932</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	<u>60 028 086</u>	<u>52 681 935</u>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 346 151	3 754 500
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 774 824	2 837 650
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	(16 768)	84 074
-	4		
	5	10 104 207	6 676 224
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 090 769	(1 533 436)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	4 412 124	629 831
Revenus reportés	9	(1 725 438)	874 330
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(5 800)	(175 500)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(32 595)	(46 496)
Autres actifs non financiers	13	(3 315)	(2 420)
	14	13 839 952	6 422 533
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(7 690 698)	(3 620 690)
Produit de cession	16	553 475	47 333
	17	(7 137 223)	(3 573 357)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(3 168 000)	(1 890 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(21 155)	33 537
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(3 189 155)	(1 856 463)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	3 513 574	992 713
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	27 214 249	26 221 536
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	32		
Solde redressé	33	27 214 249	26 221 536
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	34	30 727 823	27 214 249

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Montréal-Est est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités (L.Q. 2003 chapitre 14) de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (L.R.Q., c. E-20.001) ainsi que du décret #1229-2005 du 8 décembre 2005 concernant l'Agglomération de Montréal, date à laquelle les actifs, les passifs et les surplus sont partagés avec la Ville de Montréal. La Ville demeurera liée avec les municipalités reconstituées ainsi que la Ville de Montréal résiduelle par l'intermédiaire de l'Agglomération de Montréal.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 16-1 et 16-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 18.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

A) Périmètre comptable et partenariat

Agglomération de Montréal

La contribution à cette instance a été de 17 544 791\$ pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution via le budget.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la réception des certificats de l'évaluation.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de la réception de l'information fournie par la Ville de Montréal relativement à l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

Passif au titre des sites contaminés

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016****E) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations**Amortissement**

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, équipement et outillage	5 à 20 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, un transfert est constaté au poste passif Revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme le programme d'allocation de retraite, la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, pour le régime capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, pour le régime capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs pour le volet courant et répartition des prestations au prorata des services pour le volet antérieur, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2016 selon la méthode suivante : valeur liée au marché sur 3 ans

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c.15) (ci-après la « Loi »). La loi vise la reconstruction des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés au régime. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultérieurement par un arbitre.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016.

Application de la Loi au régime de la Ville

La municipalité participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi qui fait l'objet du processus de négociations depuis février 2015. Au 31 décembre 2016, les négociations ne sont pas achevées.

Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2016. Ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2016. À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune décision n'a été prise à cet égard.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par la Ville:

Frais d'assainissement des sites contaminés : Amortissement sur une période de 10 ans à compter de 2017.

I) Instruments financiers

S/O.

J) Autres éléments**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée de l'émission au prorata des mois écoulés.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, qui peuvent résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Opinion des auditeurs

L'opinion des auditeurs ne porte pas sur les données budgétaires.

3. Modification de méthodes comptables

S/O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		2016	2015
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	13 157 983	12 307 142
Placements de portefeuille	2		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	3	1 700 889	2 579 081
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	1 255 010	1 316 191
Gouvernement du Canada et ses entreprises	6	440 750	801 021
Organismes municipaux	7	68 656	16 102
Autres			
- Autres comptes à recevoir	8	590 112	433 791
-	9		
	10	4 055 417	5 146 186
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11		
Organismes municipaux	12		
Autres tiers	13		
	14		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	15	72 266	130 263
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	16		
Prêts à un fonds d'investissement	17		
Autres			
-	18		
-	19		
	20		
Provision pour moins-value déduite des prêts	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	25		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	26 470 100	436 800
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	27 (481 200)	(453 700)
	28 (11 100)	(16 900)
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	29 652 100	796 800
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	30 35 900	(54 500)
Régimes à cotisations déterminées	31	
Autres régimes (REER et autres)	32	
Régimes de retraite des élus municipaux	33 59 865	63 289
	34 747 865	805 589
Se référer à la section « Autres renseignements complémentaires » pour plus de détails.		

Note

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	35	
Autres	36	
	37	

Note

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 4 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel de 2.7 % (2.7 % en 2015) renouvelable en 2021, laquelle n'a jamais été utilisée.

10. Emprunts temporaires

11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	38 3 403 200	1 353 809
Salaires et avantages sociaux	39 1 154 255	1 239 932
Dépôts et retenues de garantie	40 900 835	261 863
Provision pour contestations d'évaluation	41 3 578 000	1 766 519
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	42	
Frais d'assainissement des sites contaminés	43 265 200	260 000
Autres		
- Intérêt couru DALT	44 35 686	77 278
- Gouvernement / ses entreprises	45 265 942	236 528
- Provision	46 275 139	270 204
-	47	
-	48	
	49 9 878 257	5 466 133

Note

Une provision pour l'ensemble des contestations d'évaluation au montant de 3 578 000 \$ est inscrite au bilan pour pourvoir aux pertes potentielles.

Advenant des jugements défavorables pour la Ville concernant ces litiges, les pertes seraient portées en diminution de la provision et si celle-ci s'avérait insuffisante, les pertes seraient imputées aux résultats de l'exercice en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	50	(75)	
Transferts	51		
Fonds parcs et terrains de jeux	52	87 176	87 176
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	4 098 086	5 823 449
Société québécoise d'assainissement des eaux	54		
Fonds de développement des territoires	55		
Autres			
- Promoteur pour les parcs	56	15 000	15 000
-	57		
-	58		
-	59		
	60	4 200 187	5 925 625

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

						2016	2015
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	2,50	2019	2021	61	11 222 000	14 390 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					62		
Gains (pertes) de change reportés					63		
					64		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					65		
Organismes municipaux					66		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					67		
Autres					68		
					69	11 222 000	14 390 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					70	(63 381)	(42 226)
					71	11 158 619	14 347 774

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2016
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2017	72	80	1 824 000	88	97	105	1 824 000
2018	73	81	1 602 000	89	98	106	1 602 000
2019	74	82	4 414 000	90	99	107	4 414 000
2020	75	83	749 000	91	100	108	749 000
2021	76	84	2 633 000	92	101	109	2 633 000
2022 et +	77	85		93	102	110	
	78	86	11 222 000	94	103	111	11 222 000
Intérêts et frais accessoires				95	()	112	()
	79	87	11 222 000	96	104	113	11 222 000

Note
Les versements estimatifs des obligations et billets incluent des montants de refinancement de l'ordre de 3 024 000\$ et de 1 982 000\$ pour les années 2019 et 2021 respectivement.

		2016	2015
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	114	9 535 077	6 604 003
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	115	()	()
Autres	116	()	()
	117	9 535 077	6 604 003

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	118	2 242 293	146		173		200	2 242 293
Eaux usées	119	19 244 210	147		174		201	19 244 210
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	120	32 698 332	148	2 216 967	175		202	34 915 299
Autres	121	7 954 124	149	60 272	176		203	8 014 396
Réseau d'électricité	122		150		177		204	
Bâtiments	123	19 378 067	151		178	243 596	205	19 134 471
Améliorations locatives	124		152		179		206	
Véhicules	125	4 457 258	153	461 713	180	573 286	207	4 345 685
Ameublement et équipement de bureau	126	1 185 797	154	30 108	181	2 520	208	1 213 385
Machinerie, outillage et équipement divers	127	1 279 978	155		182	203 181	209	1 076 797
Terrains	128	450 289	156		183	288 272	210	162 017
Autres	129	51 248	157		184		211	51 248
	130	<u>88 941 596</u>	158	<u>2 769 060</u>	185	<u>1 310 855</u>	212	<u>90 399 801</u>
Immobilisations en cours	131	<u>5 615 543</u>	159	<u>4 921 638</u>	186		213	<u>10 537 181</u>
	132	<u>94 557 139</u>	160	<u>7 690 698</u>	187	<u>1 310 855</u>	214	<u>100 936 982</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	133	1 716 108	161	56 057	188		215	1 772 165
Eaux usées	134	9 954 588	162	481 105	189		216	10 435 693
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	135	15 298 769	163	1 072 347	190		217	16 371 116
Autres	136	3 926 127	164	321 261	191		218	4 247 388
Réseau d'électricité	137		165		192		219	
Bâtiments	138	13 143 297	166	435 380	193	53 591	220	13 525 086
Améliorations locatives	139		167		194		221	
Véhicules	140	2 773 303	168	266 777	195	515 309	222	2 524 771
Ameublement et équipement de bureau	141	1 067 995	169	50 665	196	2 520	223	1 116 140
Machinerie, outillage et équipement divers	142	921 308	170	91 232	197	202 728	224	809 812
Autres	143	51 248	171		198		225	51 248
	144	<u>48 852 743</u>	172	<u>2 774 824</u>	199	<u>774 148</u>	226	<u>50 853 419</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	145	<u>45 704 396</u>					227	<u>50 083 563</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	228		231		233		235	
Amortissement cumulé	229	(_____)	232	(_____)	234	(_____)	236	(_____)
Valeur comptable nette	230	<u>_____</u>					237	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	2016	2015
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	238	
Immeubles industriels municipaux	239	
Autres	240	
	241	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	242	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	243	
Note		

17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Frais reporté	244	5 801
-	245	2 486
-	246	
Autres		
-	247	
-	248	
	249	5 801
		2 486
Note		

18. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée, d'après divers contrats de gestion d'équipements, de déneigement, d'enlèvement des ordures, d'assurances collectives et autres, échéant à différentes dates au plus tard en 2019. Les engagements totalisent 2 744 792 \$. Les paiements exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 1 406 614 \$ en 2017, 1 079 951 \$ en 2018, 258 227 \$ en 2019.

Les projets d'investissement en cours représentent des engagements de l'ordre de 11 944 810 \$, qui devraient être réalisés au cours de l'année 2017.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

s. o.

b) Auto-assurance

s. o.

c) Poursuites

s. o.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

d) Autres

Dans le cours de ses activités, la Ville peut faire l'objet de griefs par ses employés. Au 31 décembre 2016, une provision jugée raisonnable relativement à ces griefs est inscrite aux livres de la Ville.

e) Événements subséquents

S. O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S/O.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de variation des actifs financiers nets (dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

22. Instruments financiers

S.O.

		2016	2015
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	250	30 727 823	27 214 249
Découvert bancaire	251	()	()
<i>Ajouter</i>			
-	252		
-	253		
-	254		
-	255		
<i>Déduire</i>			
-	256	()	()
-	257	()	()
-	258	()	()
-	259	()	()
-	260	()	()
-	261	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	262	30 727 823	27 214 249
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	263		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

24. Fonds local d'investissement

	2016	2015
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	264	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	265	
Autres revenus	266	
	267	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	268	
Variation de la provision pour moins-value	269	
	270	
Autres charges	271	
	272	
Excédent (déficit) de l'exercice	273	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	274	
Placements de portefeuille	275	
Débiteurs	276	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	277	
Provision pour moins-value	278	() ()
	279	
	280	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	281	
Revenus reportés	282	
Dette à long terme	283	
	284	
Solde du Fonds local d'investissement	285	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	286	
Supportant les engagements de prêts	287	
Supportant les garanties de prêts	288	
	289	

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25. Fonds local de solidarité**2016****2015****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	290
Revenus sur les prêts aux entreprises	291
Autres revenus	292
	<u>293</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	294
Variation de la provision pour moins-value	295
	<u>296</u>
Intérêts sur la dette à long terme	297
Autres charges	298
	<u>299</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	300
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	301		
Placements de portefeuille	302		
Débiteurs	303		
Prêts aux entreprises	304		
Provision pour moins-value	305	()
	<u>306</u>		
	<u>307</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	308
Revenus reportés	309
Dette à long terme	310
	<u>311</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	312
Excédent (déficit) non affecté	313
	<u>314</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	315
Supportant les engagements de prêts	316
	<u>317</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

25 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 7 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

26 La Ville comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle en aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés.

Au 31 décembre 2016, un montant de 265 200 \$ est comptabilisé à titre de passif relatif aux frais d'assainissement des sites contaminés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 17 257 028	17 369 575
Excédent de fonctionnement affecté	2 7 447 804	7 347 804
Réserves financières et fonds réservés	3 5 366 473	5 655 966
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (260 000 ) (	322 520)
Financement des investissements en cours	5 (8 644 782)	(9 863 808)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 38 861 563	32 494 918
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	60 028 086	52 681 935
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 17 257 028	17 369 575
Organismes contrôlés ¹	10	11
	17 257 028	17 369 575
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Auto assurance des cadres	12 200 000	200 000
- Neige	13 500 000	500 000
- Contestation de taxes	14 2 500 000	2 500 000
- Régime de retraite	15 723 000	723 000
- Développement économique	16 500 000	500 000
- Dette à long terme	17 500 000	500 000
- Projet spéciaux	18 2 000 000	2 000 000
- Stocks	19 324 804	324 804
- Agglo - Volet grandes villes	20 200 000	100 000
	21 7 447 804	7 347 804
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
	22	23
	24	25
	26 7 447 804	7 347 804
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	28
-	29	30
-	31	32
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 5 358 973	5 648 466
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	34	35
Organismes contrôlés	36	37
Montant non réservé		
Administration municipale	38	39
Organismes contrôlés	40	41
Fonds local d'investissement	42	43
Fonds local de solidarité	43	44
Autres		
-Fonds de stationnement	40 7 500	7 500
-	41	42
	5 366 473	5 655 966
	5 366 473	5 655 966

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	44 () ()	()
Régimes non capitalisés	45 () ()	62 520)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	46 () ()	()
Autres	47 () ()	()
Régimes non capitalisés	48 () ()	()
	49 () ()	62 520)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	50 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	51 (260 000) ()	260 000)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	52 () ()	()
Autres		
-	53 () ()	()
-	54 () ()	()
	55 (260 000) ()	322 520)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	56 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	57 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	58 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	59 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	60 () ()	()
Autres		
-	61 () ()	()
-	62 () ()	()
	63 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	64 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	65 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	66 () ()	()
Autres		
-	67 () ()	()
-	68 () ()	()
	69 () ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	70	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	71	
Prêts aux entrepreneurs dans le cadre du FLI et du FLS	72	
Autres		
-	73	
	74	
	75 (260 000) ()	322 520)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2016

		2016	2015
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	76	142 185	142 185
Investissements à financer	77 (	8 786 967 ) (	10 005 993)
	78	(8 644 782)	(9 863 808)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	79	50 083 563	45 704 396
Propriétés destinées à la revente	80		
Prêts	81		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	82		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats	83		
	84	50 083 563	45 704 396
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	85	11 158 619	14 347 774
Frais reportés liés à la dette à long terme	86	63 381	42 226
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	87 () ()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	88 () ()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	89 () ()
	90	11 222 000	14 390 000
Dette en cours de refinancement et autres éléments	91		(1 180 522)
	92	11 222 000	13 209 478
	93	38 861 563	32 494 918

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 436 800	360 800
Charge de l'exercice	5 (652 100)	(796 800)
Cotisations versées par l'employeur	6 685 400	872 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>470 100</u>	<u>436 800</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 27 459 800	26 297 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>27 470 500</u>)	(<u>26 299 900</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (10 700)	(2 900)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>480 800</u>	<u>439 700</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 470 100	436 800
Provision pour moins-value	13 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>470 100</u>	<u>436 800</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 27 459 800	26 297 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>27 470 500</u>)	(<u>26 299 900</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>10 700</u>)	(<u>2 900</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 725 300	672 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>725 300</u>	<u>672 800</u>
Cotisations salariales des employés	22 (276 700)	(257 900)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 448 600	414 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 99 300	207 300
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>547 900</u>	<u>622 200</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 1 500 600	1 495 000
Rendement espéré des actifs	34 (1 396 400)	(1 320 400)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>104 200</u>	<u>174 600</u>
Charge de l'exercice	36 <u>652 100</u>	<u>796 800</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	2016	2015
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 2 056 100	2 542 800
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (1 396 400)	(1 320 400)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 659 700	1 222 400
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (800 100)	(141 800)
Prestations versées au cours de l'exercice	41 1 855 400	2 679 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 27 589 200	27 072 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
Pour la réserve de restructuration	44 64 400	61 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 93 300	57 600
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 10	10
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,75 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 0,00 %	0,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 0,00 %	0,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 <u>1</u>	57 <u>1</u>	58 <u>0</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2016	2015
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (453 700)	(553 200)
Charge de l'exercice	60 (35 900)	(54 500)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 8 400	45 000
Passif à la fin de l'exercice	62 (<u>481 200</u>)	(<u>453 700</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (402 200)	(464 200)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 (79 000)	10 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (<u>481 200</u>)	(<u>453 700</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	500	2 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	16 300	11 600
	<u>16 800</u>	<u>14 100</u>
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	()	(11 700)
	16 800	2 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	4 700	16 900
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	(1 700)	(500)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime		(93 800)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime		
Autres		
-		
-		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	<u>19 800</u>	<u>(75 000)</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	16 100	20 500
Charge de l'exercice	<u><u>35 900</u></u>	<u><u>(54 500)</u></u>
Informations complémentaires		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	86 500	(14 100)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	3	9
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	3,00 %	3,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	5,00 %	4,85 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	6,00 %	5,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	3,50 %	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	2036	2034
Autres hypothèses économiques		
- Taux croiss du coût soins sant	3	3
-		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 0

Description des régimes et autres renseignements

	2016	2015
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2016	2015
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	6	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice, telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2016	2015
Cotisations des élus au RREM 97	9 899	10 971
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	33 361	39 892
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	26 504	23 397
100	59 865	63 289

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2016**

Administration municipale

Dette à long terme	1	11 222 000
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	8 786 967
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	20 008 967
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
--	-----------	--

Endettement net à long terme	16	20 008 967
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	20 008 967
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	18 560 000
---	----	------------

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	18 560 000
--	----	------------

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	38 568 967
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TAXES		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	33 864 531	34 211 141	34 324 690
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8		4 707	4 645
	9	33 864 531	34 215 848	34 329 335
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	753 450	837 832	859 164
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	325 495	325 474	345 551
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 078 945	1 163 306	1 204 715
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative				
Autres	22			
	23			
	24			
	25	1 078 945	1 163 306	1 204 715
	26	34 943 476	35 379 154	35 534 050

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27 30 018		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31 30 018		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34 17 420	26 065	26 576
	35 17 420	26 065	26 576
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40 47 438	26 065	26 576
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41	58 275	59 325
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	58 275	59 325
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51 47 438	84 340	85 901

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	540	
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		4 618
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	45 000	50 754
Tri et conditionnement	73		
Autres	74	17 270	20 297
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		41 700
Autres	88	7 030	6 775
Réseau d'électricité	89		
	90	45 000	124 144

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		636 920
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		272 966
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		909 886

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130		
Péréquation	131		
Neutralité	132		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134		
Fonds de développement des territoires	135		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139 45 000	24 840	1 034 030

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149	142 020	19 284
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151	17 233	21 470
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	159 253	40 754
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	700	3 942
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179	700	3 942
Réseau d'électricité			
	180		
	181	700	160 150
			44 696

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	182		
Sécurité publique	183		
Transport			
Réseau routier	184		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	185		
Transport adapté	186		
Transport scolaire	187		
Autres	188		
Autres	189		
Hygiène du milieu	190		
Santé et bien-être	191		
Aménagement, urbanisme et développement	192		
Loisirs et culture	193	4 500	10 792
Réseau d'électricité	194		
	195	4 500	10 792
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	5 200	170 942
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	197	90 785	104 510
Droits de mutation immobilière	198	175 000	923 401
Droits sur les carrières et sablières	199	700 000	233 585
Autres	200		181 689
	201	965 785	1 209 600
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	224 400	284 665
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	203		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	204	163 033	413 879
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		16 768
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206		(84 074)
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	207		
Contributions des promoteurs	208		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	209		
Contributions des organismes municipaux	210		
Autres contributions	211		
Autres	212	473 968	3 163 115
	213	473 968	3 179 883
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	214		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalizations 2016		Total	Réalizations 2015
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	358 073	355 838		355 838	334 863
Greffe et application de la loi	2	797 209	782 862		782 862	755 228
Gestion financière et administrative	3	2 506 270	2 142 765	392 595	2 535 360	2 682 927
Évaluation	4					
Gestion du personnel	5	324 258	282 459		282 459	251 250
Autres						
-	6	15 891 000	15 445 133		15 445 133	15 593 450
-	7					
	8	19 876 810	19 009 057	392 595	19 401 652	19 617 718
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9					
Sécurité incendie	10					
Sécurité civile	11					
Autres	12	286 768	242 539		242 539	234 245
	13	286 768	242 539		242 539	234 245
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	4 585 716	3 934 062	1 414 590	5 348 652	5 504 497
Enlèvement de la neige	15	1 015 062	922 040		922 040	938 639
Éclairage des rues	16	222 540	248 813	12 889	261 702	314 941
Circulation et stationnement	17	200 498	188 685	5 188	193 873	105 399
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	195 000	221 712		221 712	188 121
	22	6 218 816	5 515 312	1 432 667	6 947 979	7 051 597

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	Budget 2016		Réalisations 2016		Total	Réalisations 2015
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24	400 369	266 262	56 057	322 319	472 629
Traitement des eaux usées	25					
Réseaux d'égout	26	222 519	241 145	481 105	722 250	705 156
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	137 559	132 731		132 731	121 537
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	91 518	62 726		62 726	62 042
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	179 822	110 777		110 777	157 574
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38		5 200		5 200	260 000
Autres	39	1 917 000	1 828 054		1 828 054	1 893 604
	40	2 948 787	2 646 895	537 162	3 184 057	3 672 542
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	365 737	267 777		267 777	295 618
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	143 800	147 249		147 249	138 552
	52	509 537	415 026		415 026	434 170

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

	Budget 2016		Réalizations 2016		Réalizations 2015	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 452 325	1 216 634	110 137	1 326 771	1 401 623
Patinoires intérieures et extérieures	54	169 362	167 678		167 678	145 608
Piscines, plages et ports de plaisance	55	96 900	80 887		80 887	76 006
Parcs et terrains de jeux	56	191 644	176 944	302 263	479 207	457 601
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	1 910 231	1 642 143	412 400	2 054 543	2 080 838
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	410 117	377 860		377 860	366 300
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	410 117	377 860		377 860	366 300
	67	2 320 348	2 020 003	412 400	2 432 403	2 447 138
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	935 425	345 713		345 713	587 282
Autres frais	70	71 387	50 862		50 862	33 536
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	247 287	120 300		120 300	242 089
Autres	72	191 506	260 621		260 621	90 760
	73	1 445 605	777 496		777 496	953 667
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
75	2 725 808	2 774 824	(2 774 824)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Rémunération des élus	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	37
Taux des taxes	38
Questionnaire	40

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Montréal-Est

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la Ville de Montréal-Est (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Montréal
Le 19 avril 2017

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A111208

DATE 2017-04-19

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>37 023 826</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	1 644 672
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>1 644 672</u>
Revenus de taxes	11	<u>35 379 154</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2016 ²	1 <u>1 019 768 405</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2016 ²	2 <u>1 039 510 505</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>1 029 639 455</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>11 028 158</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>1 029 639 455</u>
Taux global de taxation réel de 2016	6 1 , 0 7 1 1 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2016 ²	7 <u>1 019 768 405</u>
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2016 ²	8 <u>1 039 510 505</u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u>1 029 639 455</u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	130 000	18 866	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	484 650	4 334 636	2 532 133
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10		60 272	211 180
Autres infrastructures	11			145 253
Réseau d'électricité	12		101 758	
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		220 070	168 144
Édifices communautaires et récréatifs	14		2 414 928	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	400 000	461 713	325 096
Ameublement et équipement de bureau	18	82 900	78 455	15 612
Machinerie, outillage et équipement divers	19			223 272
Terrains	20			
Autres	21			
	22	1 097 550	7 690 698	3 620 690

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Infrastructures autres que pour nouveau développement

Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		18 866	
Autres infrastructures	27		4 394 908	2 888 566
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		3 276 924	732 124
	34		7 690 698	3 620 690

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	14 390 000		3 168 000	11 222 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de					
location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	14 390 000		3 168 000	11 222 000
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au					
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	12	941 371		308 349	633 022
De l'ensemble des contribuables ou					
des municipalités membres	13	13 448 629		2 859 651	10 588 978
De la municipalité (Société de					
transport en commun)	14				
	15	14 390 000		3 168 000	11 222 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués					
au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes					
conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26	14 390 000		3 168 000	11 222 000
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	14 390 000		3 168 000	11 222 000

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Budget 2016	Réalisations 2016	Réalisations 2015
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	15 891 000	15 445 133	15 593 450
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7	50 800	49 892	50 104
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10	195 000	221 712	188 121
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 917 000	1 828 054	1 893 604
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	143 800	147 249	138 552
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	18 197 600	17 692 040	17 863 831

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	12,00	35,00	25 542,00	1 271 535	328 100	1 599 635
Professionnels	2						
Cols blancs	3	27,00	35,00	51 526,00	1 587 186	412 108	1 999 294
Cols bleus	4	36,00	35,00	91 176,00	2 525 803	651 573	3 177 376
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	75,00		168 244,00	5 384 524	1 391 781	6 776 305
Élus	9	7,00			263 009	76 983	339 992
	10	82,00			5 647 533	1 468 764	7 116 297

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	20 710		4 130		24 840
	17	20 710		4 130		24 840

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Grefte et application de la loi	1	782 862	27		53	782 862	79		105	782 862	131
Évaluation	2		28		54		80		106		132
Autres	3	18 226 195	29	392 595	55	18 618 790	81		107	18 618 790	489 062
	4	19 009 057	30	392 595	56	19 401 652	82		108	19 401 652	489 062
Sécurité publique											
Police	5		31		57		83		109		135
Sécurité incendie	6		32		58		84		110		136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8	242 539	34		60	242 539	86		112	242 539	138
	9	242 539	35		61	242 539	87		113	242 539	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	3 934 062	36	1 414 590	62	5 348 652	88	142 020	114	5 206 632	46 255
Enlèvement de la neige	11	922 040	37		63	922 040	89		115	922 040	
Autres	12	437 498	38	18 077	64	455 575	90	17 233	116	438 342	
Transport collectif	13		39		65		91		117		
Autres	14	221 712	40		66	221 712	92		118	221 712	
	15	5 515 312	41	1 432 667	67	6 947 979	93	159 253	119	6 788 726	46 255
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	266 262	43	56 057	69	322 319	95		121	322 319	160 904
Traitement des eaux usées	18		44		70		96		122		
Réseaux d'égout	19	241 145	45	481 105	71	722 250	97		123	722 250	76 195
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	132 731	46		72	132 731	98		124	132 731	
Matières recyclables	21	173 503	47		73	173 503	99		125	173 503	
Autres	22		48		74		100		126		
Cours d'eau	23		49		75		101		127		
Protection de l'environnement	24	5 200	50		76	5 200	102		128	5 200	
Autres	25	1 828 054	51		77	1 828 054	103		129	1 828 054	
	26	2 646 895	52	537 162	78	3 184 057	104		130	3 184 057	237 099

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
		+	=	=	-	=						
Santé et bien-être												
Logement social	157	172	187		202	217				232		
Sécurité du revenu	158	173	188		203	218				233		
Autres	159	174	189		204	219				234		
	160	175	190		205	220				235		
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	267 777	176	191	267 777	206	221	267 777		236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222			237		
Promotion et développement économique	163		178	193		208	223			238		
Autres	164	147 249	179	194	147 249	209	224	147 249		239		
	165	415 026	180	195	415 026	210	225	415 026		240		
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	1 642 143	181	412 400	196	2 054 543	211	6 097	226	2 048 446	241	5 080
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	377 860	182	197	377 860	212	5 592	227	372 268	242		
Autres	168		183	198		213	228			243		
	169	2 020 003	184	412 400	199	2 432 403	214	11 689	229	2 420 714	244	5 080
Réseau d'électricité												
	170		185	200		215	230			245		
	171	29 848 832	186	2 774 824	201	32 623 656	216	170 942	231	32 452 714	246	777 496

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	7 690 698	3 620 690
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	7 690 698	3 620 690

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

		2016	2015
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	17 369 575	15 248 103
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	17 369 575	15 248 103
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	5 741 086	3 784 583
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(20 479)	
Activités d'investissement	6	(545 265)	(1 563 111)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(100 000)	(100 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10	(5 187 889)	
	11	(112 547)	2 121 472
Solde à la fin de l'exercice	12	17 257 028	17 369 575
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	7 347 804	7 247 804
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	7 347 804	7 247 804
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	100 000	100 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	100 000	100 000
Solde à la fin de l'exercice	22	7 447 804	7 347 804
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	5 655 966	5 882 499
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	5 655 966	5 882 499
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	174 362	100 592
Activités d'investissement	27	(463 855)	(327 125)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(289 493)	(226 533)
Solde à la fin de l'exercice	31	5 366 473	5 655 966

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité

	2016	2015
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (322 520)	(62 520)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (322 520)	(62 520)
Affectations		
Activités de fonctionnement - Augmentation	35 ()	(260 000)
Activités de fonctionnement - Diminution	36 62 520	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	37 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	38	
Solde à la fin de l'exercice	39 (260 000)	(322 520)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	40 (9 863 808)	(9 279 216)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	41	
Solde redressé au début de l'exercice	42 (9 863 808)	(9 279 216)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	43 (3 968 863)	(584 592)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	44 5 187 889	
Excédent de fonctionnement affecté	45	
Réserves financières et fonds réservés	46	
	47 1 219 026	(584 592)
Solde à la fin de l'exercice	48 (8 644 782)	(9 863 808)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	49 32 494 918	29 953 285
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	50	
Solde redressé au début de l'exercice	51 32 494 918	29 953 285
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	52	
Excédent de fonctionnement affecté	53	
Financement à long terme des activités d'investissement	54 ()	()
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités d'investissement	55	
Variation résiduelle de l'exercice	56 6 366 645	2 541 633
Solde à la fin de l'exercice	57 38 861 563	32 494 918

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>7 000 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>7 000 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>7 000 000</u>

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

<i>Non audité</i>	2016		2015
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 9 | □ 1 | □ 1 | □ 2 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 1 , □ 0 | □ 5 | □ 6 | □ 9 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 4 , □ 0 | □ 6 | □ 5 | □ 2 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 4 , □ 2 | □ 2 | □ 5 | □ 2 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 8 | □ 2 | □ 2 | □ 3 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité

**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)**

Par unité de logement

Eau	1	[1 | 0 | 0] , [0 | 0] \$
Égout	2	[] [] [] , [] [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[] [] [] , [] [] \$

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	[] [] , [] [] [] [] %
---	---	-----------------------------

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2016	9	18 460 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2016 des engagements en vertu du règlement concerné	10	\$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2016 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	\$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité applique-t-elle les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS) à titre de municipalité ayant des compétences de MRC?	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2016	30	.....
Facteur comparatif de 2016	31	.....
Valeur uniformisée	32	_____	
12. Avez-vous reçu au cours de l'exercice ou êtes-vous en droit de recevoir pour cet exercice une subvention relative au <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local</i> (PAERRL) de la part du MTMDET?	33 <input type="checkbox"/>	34 <input checked="" type="checkbox"/>	
Montant de l'aide financière reçue	35	_____ \$	
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)	36	_____ \$	
b) Dépenses d'investissement	37	_____ \$	
c) Total des frais encourus admissibles	38	_____ \$	
d) Description des dépenses d'investissement :			
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des routes locales de niveaux 1 et 2 :			
a) Numéro de la résolution	39	_____	
b) Date d'adoption de la résolution	40	_____	
Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue à la ligne 35, fournissez-en les justifications :			

Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles pour l'exercice 2017	
Revenus de taxes	43
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	44
Calcul de certains revenus de taxes	45
Taux des taxes	47
Taux global de taxation prévisionnel	48
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	51
Questionnaire	53

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

TAXES**SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	34 333 689
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	34 333 689

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	717 200
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	
Service de la dette	18	278 116
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	995 316
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	995 316
	26	35 329 005

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	17 115
	9	17 115

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	17 115

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	30 182
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	30 182

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	47 297

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrevements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets	
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 225 573 221	X 5 0,8996	/100\$ 6 2 029 468					
Immeubles de 6 logements ou plus	7 48 139 800	X 8 1,0436	/100\$ 9 502 409					
Immeubles non résidentiels	10 503 428 217	X 11 3,9146	/100\$ 12 19 707 714					
Immeubles industriels	13 241 700 733	X 14 3,9496	/100\$ 15 9 546 445					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18					
Autres	19 33 641 133	X 20 1,7993	/100\$ 21 605 334					
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24					
Total				25 32 391 370	26 ()	27 ()	28 1 942 319	29 34 333 689
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38					
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41					
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47					
Autres	48	X 49	/100\$ 50					
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53					
Total				54	55 ()	56 ()	57	58

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>Assiette d'application imposable</u>	<u>Taux adopté</u>	<u>Revenus bruts</u>	<u>Crédits/ Dégrèvements</u>	<u>Dotation à la provision</u>	<u>Autres ajustements</u>	<u>Revenus nets</u>
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	X 5	/100\$ 6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	X 8	/100\$ 9				
Immeubles non résidentiels	10	X 11	/100\$ 12				
Immeubles industriels	13	X 14	/100\$ 15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	X 20	/100\$ 21				
Immeubles agricoles	22	X 23	/100\$ 24				
Total			25	26 (.....) 27 (.....) 28	29
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	X 31	/100\$ 32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54	55 (.....) 56 (.....) 57	58
	<u>Valeur locative imposable</u>						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	X 60	% 61	62 (.....) 63 (.....) 64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	[1 | 0 | 0] , [0 | 0] \$
Égout	2	[] [] [] , [] [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[] [] [] , [] [] \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Eau commerces et industries - fixe	100,0000	4	par local
Eau commerces et industries - variable	0,3600	5	mètre cube
Taxe de secteur - service de la dette		2	divers taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	35 329 005
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	.....
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	.....
Total partiel	4	<u>35 329 005</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	.....
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	<u>1 942 319</u>
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	<u>22 550 233</u>
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	.....
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	.....
	10	<u>24 492 552</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	11	<u>10 836 453</u>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation
prévisionnel 1 10 836 453

Évaluation des immeubles imposables ayant servi à établir les
revenus de la taxe foncière générale 2 1 052 483 104

Taux global de taxation prévisionnel de 2017

(ligne 1 ÷ ligne 2) x 100 \$

3

		1
--	--	---

 ,

0	2	9	6
---	---	---	---

 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	21 392 926	9 803 552		605 334	502 409	
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	142 330	46 797		42 972		
Autres	5	233 500	298 200			55 100	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	21 768 756	10 148 549		648 306	557 509	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	2 029 468			34 333 689
De secteur	10				
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	46 017			278 116
Autres	13	130 400			717 200
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	2 205 885			35 329 005

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour le rôle d'évaluation foncière	6 <input checked="" type="checkbox"/>	7 <input type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Pour le rôle de la valeur locative	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2017, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2017 pour des exploitations agricoles enregistrées?	14 <input type="checkbox"/>	15 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	16		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	17		\$
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	18	34 490 655	\$
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	19	1 824 000	\$
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	20	1 733 618	\$
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	21	285 300	\$

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 11 370 Notre-Dame, 5e étage
(no) (rue)
Ville de Montréal-Est H1B 2W6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 905-2046
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 905-2207
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Josee.Guy@montreal-est.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Colleen McCullough CPA CGA

Téléphone (514) 905-2202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 905-2210
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Colleen.Mccullough@montreal-est.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton s.e.n.c.r.

Titre Bureau d'Auditeurs CPA

Adresse 600 rue de la Gauchetière O bur 2000
(no) (rue)
Montréal H3B 4L8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 954-4646
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 878-2127
(ind. rég.) (numéro)

Courriel Vallerand.Pierre@rcgt.com

Responsable du dossier Pierre Vallerand CPA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Colleen McCullough CPA CGA , atteste que le rapport financier de Montréal-Est pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2017-05-17 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Montréal-Est .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Montréal-Est consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Montréal-Est détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 25 est de 7 346 151 \$.

Le taux global de taxation réel de 2016 à la page S34 ligne 6 est de 1,0711 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2017-04-23 11:19:58

Date de transmission au Ministère : 2017/05/18